

Paris, novembre 2012

**STOP A LA DEGRADATION  
DE NOS MISSIONS, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET NOS REMUNERATIONS  
TOUTES & TOUS EN GREVE LE 27 NOVEMBRE 2012**

Le gouvernement, dans le cadre budgétaire imposé par les critères de convergence et le pacte budgétaire européen, vient d'annoncer deux plans successifs de réduction de la dépense publique (20 milliards d'euros) en renonçant à une nouvelle politique fiscale d'ampleur.

Alors que les limites du supportable sont atteintes et même dépassées dans l'ensemble des services, la Direction Générale des Finances Publiques, comme toutes les administrations des ministères déclarés non prioritaires, va subir une nouvelle coupe sombre dans ses effectifs.

La suppression programmée de 2023 emplois est décidée dans le cadre de la « modernisation de l'action publique » qui devient la nouvelle dénomination de la RGPP.

Elles s'ajoutent aux 25 000 subies depuis 2002, dont près de 5 000 à Paris.

**Nos services sont exsangues !**

Nous constatons chaque jour l'accélération de la dégradation de nos conditions de travail et la régression de la qualité du service public, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, les restructurations-réorganisations et l'accroissement très important de la fréquentation de nos services par une population de plus en plus démunie.

A cela s'ajoute, à Paris, près de 200 vacances d'emplois, la baisse du budget de fonctionnement de 17% (photocopieurs, papier, fournitures, éphémérides,...) et les attaques de la direction locale sur les affectations à l'arrondissement. Nous n'en pouvons plus!

**Faire toujours plus avec toujours moins n'est plus tenable !**

Ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des réorganisations permanentes ou des restructurations imposées trop souvent à l'encontre du simple bon sens. Dans les faits elles désorganisent les chaînes et les collectifs de travail.

De surcroît, seuls les AGFIP et autres hauts fonctionnaires ont bénéficié de grasses indemnités, quand on nous impose une troisième année consécutive de vaches maigres par la poursuite du blocage de nos traitements indiciaires et des régimes indemnitaires.

De plus est mise en place, par le directeur général une « démarche stratégique » qui vise, sous couvert de simplifications, à l'externalisation de pans entiers des missions, leur transfert pur et simple vers la fonction publique territoriale ou la fusion des corps et l'interministérialité annoncés dans le cadre de l'acte 3 de la Décentralisation.

**En conséquence le 27 novembre 2012 nous serons tous en grève pour exiger :**

- la restitution des emplois supprimés,
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- le comblement des emplois vacants,
- la création d'emplois à hauteur des besoins,
- le maintien du plan de qualification 2012 annoncé,
- le maintien de toutes les missions,
- l'arrêt des réorganisations, redéploiements et restructurations,
- le maintien du Statut Général et de nos statuts particuliers,
- la revalorisation du point d'indice,
- l'abrogation du jour de carence.

**Nous serons encore plus nombreux en grève à Paris pour exiger :**

- le respect des règles de gestion (affectation national à l'arrondissement),
- le maintien des acquis en matière de règles de vie (autorisations d'absence, délais de route...),
- le remboursement des frais de transport,
- l'application du décret sur les ZUS (Zones Urbaines Sensibles)